

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
Cité administrative – Porte J  
34, avenue du Maréchal Maunoury  
41000 Blois

Blois, le 30/06/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MINIER SAS**

Naveil  
BP 40086  
cedex  
41100 Vendôme

Références : 2023/782  
Code AIOT : 0010010243

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/05/2023 au sein de la carrière MINIER SAS implantée lieu-dit "Les Fourneaux" 41170 Sargé-sur-Braye. L'inspection a été annoncée le 25/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MINIER SAS
- Lieu-dit "Les Fourneaux" 41170 Sargé-sur-Braye
- Code AIOT : 0010010243
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Sargé-sur-Braye est une carrière de sables du Perche (Cénomaniens) autorisée pour une durée de 30 années par les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°41-2020-12-15-004 du 15 décembre 2020. Le périmètre autorisé est de 4 ha 05 a 70 ca pour une surface exploitable de 3 ha 62 a 00 ca. La production maximale annuelle autorisée est de 70 000 tonnes (30 000 tonnes en moyenne annuelle)

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Quantités autorisées
- Périmètre d'éloignement
- Garanties financières
- Aménagements préliminaires
- Phasage d'exploitation
- Situation acoustique

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Portée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 1.2.3	/	Sans objet
2	Périmètre d'éloignement	Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 1.5	/	Sans objet
3	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 1.7.3	/	Sans objet
4	Information des tiers	Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 2.1.4.1.1	/	Sans objet
5	Bornage	Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 2.1.4.1.2	/	Sans objet
6	Eau de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 2.1.4.1.3	/	Sans objet
7	Déclaration de mise en service	Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 2.1.4.1.4	/	Sans objet
8	Phasage de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 2.1.4.5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Mesures de la situation acoustique	Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 6.2.3	/	Sans objet
10	Ravitaillement et entretien des engins	Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 7.5.3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Portée de l'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 1.2.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Matériaux extraits et quantités autorisées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La carrière sera exploitée à sec ;</li> <li>• Les matériaux extraits sont des sables du Perche (Cénomaniens).</li> </ul> <p>La production maximale de matériaux extraits de la carrière est de 70 000 tonnes/an (avec une moyenne de 30 000 tonnes/an). La quantité totale autorisée à extraire est de 543 000 m<sup>3</sup>.</p>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Dans sa déclaration sur la plateforme GERE au titre de l'année 2022, l'exploitant a déclaré une production de 0 tonnes. Lors de l'inspection il n'a pas été constaté d'activité d'extraction. Aucun engin de carrière n'était par ailleurs présent sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Périmètre d'éloignement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 1.5
<b>Thème(s) :</b> Périmètre d'éloignement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêté, à compter du bord supérieur de la fouille, à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale de l'excavation, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute la hauteur.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> La visite d'inspection a permis de constater que les bords de l'excavation, située dans la partie nord du site (premier secteur prévu en exploitation), sont situés à une distance d'au moins 10 mètres des limites du périmètre autorisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 1.7.3
<b>Thème(s) :</b> Etablissement des garanties financières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Avant la mise en activité de l'installation, dans les conditions prévues par le présent arrêté l'exploitant adresse au Préfet : <ul style="list-style-type: none"><li>• le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;</li><li>• la valeur datée du dernier indice public TP01.</li></ul>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> L'exploitant dispose d'un acte de cautionnement en cours de validité du 17 juin 2022. Cet acte établi par la société QBE porte sur un montant de 177 362 € et couvre la période du 01/10/22 au 30/09/2024. Le montant cautionné correspond à celui fixé par l'autorisation d'exploiter pour la première période quinquennale d'exploitation. Le précédent acte de cautionnement, aujourd'hui échu, également produit par la société QBE pour le même montant, couvrait la période du 01/10/2020 au 30/09/2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Information des tiers**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 2.1.4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Aménagements préliminaires
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Sur le portail d'accès au site il a été constaté la présence d'un panneau indiquant le nom de la société, les références de l'autorisation d'exploiter (AP n°41.2020-12-15-004 du 15 décembre 2020), et l'indication que le plan de remise en état est consultable en mairie de SARGE-SUR-BRAYE.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Bornage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 2.1.4.1.2
<b>Thème(s) :</b> Aménagements préliminaires
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : <ul style="list-style-type: none"><li>• des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;</li><li>• le cas échéant, des bornes de nivellement.</li></ul> Ces bornes devront toujours être dégagées, bien visibles et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Il n'y a pas de borne de nivellement sur la carrière. Le périmètre d'exploitation est borné. Lors de l'inspection les bornes cherchées dans la partie nord du site (où se situe l'excavation à proximité de la RD n°56) ont toutes été trouvées : borne à l'entrée de la carrière à droite du portail et borne dans l'angle nord-est du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Eau de ruissellement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 2.1.4.1.3
<b>Thème(s) :</b> Aménagements préliminaires
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à l'article L. 211-1 du Titre 1er, Livre II du code de l'environnement, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation sera mis en place à la périphérie de cette zone.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Il a été constaté : <ul style="list-style-type: none"><li>- la présence d'un fossé dans la partie nord du site (à l'extérieur du périmètre autorisé) le long de la RD n° 56.</li><li>- la création, sur le site dans sa partie est, d'un fossé permettant la collecte et l'acheminement des eaux pluviales vers un point bas de la carrière où ces eaux sont ensuite infiltrées. A son extrémité le fossé est équipé d'un tuyau métallique qui permet de diriger les eaux pluviales vers le point bas précité.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Déclaration de mise en service**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 2.1.4.1.4
<b>Thème(s) :</b> Aménagements préliminaires
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit, avant le début de l'exploitation, mettre en place les aménagements préliminaires définis au présent chapitre. Dès que ces aménagements ont été réalisés, l'exploitant notifie au préfet et au maire des communes concernées la mise en service de l'installation. Il adresse, dans le même temps ou au préalable, au préfet le document établissant la constitution des garanties financières.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Les aménagements préliminaires sont réalisés ( bornage, panneau d'identité de la carrière et réseau de dérivation des eaux de ruissellement). Par un courrier recommandé en date du 17 décembre 2020 l'exploitant a informé M le préfet de Loir-et-Cher de la mise en service de la carrière. Mme le Maire de Sargé-sur-Braye était en copie de ce courrier.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Phasage de l'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 2.1.4.5
<b>Thème(s) :</b> Phasage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux et aux plans de remise en état du site annexés au présent arrêté. Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation doit faire l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation. Le carreau de la carrière a pour cote minimale 120 m NGF. L'extraction est effectuée à sec au moyen d'une pelle hydraulique ou d'un chargeur sur une épaisseur moyenne variant de 5 à 31 mètres au maximum avec des fronts de taille d'une hauteur de 5 mètres maximum chacun [...].
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> La lecture du dernier plan d'exploitation (mis à jour au 17/11/2022) met en avant que la phase 1 est commencée et que la cote minimale du carreau est de 124,5 m NGF. Sur ce plan il ressort également que la hauteur du front de taille d'extraction est d'au maximum 5 mètres.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Mesures de la situation acoustique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 6.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures de bruit
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée [...].
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> L'exploitant a fait réaliser une mesure de la situation acoustique de la carrière par la société AXYLIS le 23 décembre 2021. Le rapport de cette mesure a été examiné lors de l'inspection, il met en avant un respect des seuils réglementaires : niveau sonore en limite de site [ 49,2 dB(A) mesuré pour une limite fixée à 70 dB(A)], et émergence dans les zones à émergence réglementée [4,2 dB(A) maximum mesuré pour 5 dB(A) admis, en période diurne].
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 10 : Ravitaillement et entretien des engins**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2020, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Approvisionnement en carburant des engins
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'approvisionnement en carburant des engins de chantier s'effectue en bord à bord avec des bidons de petites contenances à l'aide de chiffons absorbants, sur une aire de rétention fixe ou provisoire (amovible) [...].
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Il n'y avait aucun engin sur le site le jour de l'inspection. Une aire gravillonnée est présente, pour le positionnement des engins, à proximité du container qui abrite une cuve de GNR sur rétention. Pour le ravitaillement des engins le carrier a précisé que 3 configurations étaient possibles : <ul style="list-style-type: none"><li>- soit l'engin est équipé d'une pompe et il pompe directement dans la cuve de GNR;</li><li>- si l'engin n'est pas équipé d'une pompe, une pompe à main électrique est utilisée pour le transvasement du carburant de la citerne de GNR vers le réservoir de l'engin.</li><li>- soit l'engin est directement ravitaillé à partir d'un camion citerne de livraison.</li></ul> Le carrier a précisé que la pelle qui est amenée à travailler sur le site est équipée d'un dispositif de rétention amovible (tapis).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

